

## Tribune aux Européens : ces renoncements qu'Emmanuel Macron masque derrière son mix de romantisme et technoprojets Français



Le courrier d'Emmanuel Macron aux Européens ne mentionne plus de projet d'intégration comme le Président aimait à les évoquer.

Avec Éric  
Verhaeghe

Le courrier d'Emmanuel Macron aux Européens ne mentionne plus de projet d'intégration comme le Président aimait à les évoquer. En particulier, son courrier n'évoque plus le budget de la zone euro avec des mécanismes de mutualisation tel qu'il en rêvait. Il n'évoque pas plus la gouvernance de la monnaie unique qui échaude tant d'Européens, agacés par la rigidité allemande.

Du courrier d'Emmanuel Macron, on dira volontiers qu'il est romantique. Il évoque de belles idées qui cherchent à faire consensus, et évoque savamment les sujets qui fâchent et les sujets qui font l'Europe réelle. De ce point de vue, la stratégie de communication est limpide: le Président rejoue le clivage sémantique (gentils européens contre méchants nationalistes) qui lui a permis d'être élu. Mais il n'est pas sûr que cette grosse ficelle soit exportable dans l'Union, ni qu'elle fonctionne encore en France.

### L'abandon du projet d'intégration

On se souvient que, dans le discours de la Sorbonne, Emmanuel Macron avait lancé l'idée d'un budget européen intégré destiné à dégager les premiers éléments d'une politique budgétaire communautaire. [Ce projet s'est assez rapidement heurté aux foudres de nos partenaires](#), qui ont surtout vu dans cette idée une façon, pour la France, de leur faire endosser le prix de son inertie et de son absence de réformes.

Dans la pratique, Emmanuel Macron semble avoir abandonné ce terrain, après [une proposition commune, très symbolique](#), de la France et de l'Allemagne.

Les adversaires d'Emmanuel Macron ont donc tort lorsqu'ils l'accusent de porter un projet fédéral européen. En réalité, le président y a renoncé, ce qui témoigne de la distance qui a séparé ses intentions, ses beaux discours, et la réalité du continent.

### Pas un mot sur la gouvernance de l'euro

Pour le reste, le Président a évoqué une convergence des droits sociaux européens, avec notamment des salaires minimums dans toute l'Union. Il a placé cette idée sous le vocable « protéger ». Mais il a bien pris garde à ne pas échauder ses partenaires allemands en évoquant la gouvernance de l'euro, tournée vers la lutte contre l'inflation.

Pourtant, un [think tank allemand a chiffré le coût de l'euro](#) pour la France, l'Italie ou l'Espagne. On s'étonnera que le Président d'un pays touché par les contraintes d'une zone monétaire optimale, et par son impact sur le niveau de vie de ses habitants, ne trouve rien

---

à redire sur le sujet.

Il est vrai que le sujet est ingrat, polémique, et qu'il oblige à s'opposer à ses partenaires. C'est un thème plus difficile à faire valoir que des idées générales sur la protection ou la liberté.

Néanmoins, il n'est pas sûr que les idées romantiques d'Emmanuel Macron suffisent à nourrir tous les appétits du continent, notamment ceux des Gilets Jaunes.